

COMMUNIQUE

Intervention de M. Sarkozy : en marge des intentions...

Dans son intervention télévisée, le Président de la République a annoncé être prêt à « titulariser progressivement les contractuels » de la Fonction Publique sur des contrats à durée indéterminée (CDI). Chiche !

Alors que le gouvernement poursuit sa politique de suppressions d'emplois de titulaires (près de 34 000 en 2010), et amplifie le nombre de contractuels dans certains ministères (+15% à Bercy), cette déclaration peut paraître déconnectée de la réalité.

Au-delà de l'effet d'annonce, pour **FO Finances**, il ne suffit pas de décréter la titularisation des contractuels, encore faut-il analyser et mettre en œuvre les modalités d'intégration !

Le passé récent nous a démontré les limites apportées aux intentions initiales (lois Perben et Sapin), où les conditions d'intégration étaient telles que peu de candidats potentiels ont accepté les CDI.

Pas plus tard que ce 22 janvier, un groupe de travail spécifique s'est tenu sur le sujet à Bercy et l'état des lieux est bien moins idyllique !

Dans la même émission, le Président de la République se déclare favorable « à la diversification des voies d'accès à la Fonction Publique ».

Pour **FO Finances**, le seul mode de recrutement qui puisse garantir l'égalité d'accès à la Fonction Publique c'est le concours.

Tout autre mode de recrutement ne constituerait qu'une remise en cause du Statut de la Fonction Publique.

Par ces annonces, le Président de la République confirme toutes les craintes que FO Finances peut avoir sur la vision gouvernementale de la Fonction Publique de demain.

Pour FO Finances, pas d'ambiguïté, un vrai statut, un vrai emploi de titulaire, un vrai traitement !

Paris, le 26 janvier 2010